



**Intérieur ; Direction des libertés publiques et des affaires
juridiques ; Sous-direction des libertés publiques et de la Police
administrative ; Bureau ordre public, sûreté de l'Etat (1976-1981) -
Bureau libertés publiques (1982-) (1912-1996)**

Répertoire (19990307/1-19990307/10)

Par Annick DAVIGNON

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1999

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_019151

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

INTRODUCTION

Référence

19990307/1-19990307/10

Niveau de description

fonds

Intitulé

Intérieur ; Direction des libertés publiques et des affaires juridiques ; Sous-direction des libertés publiques et de la Police administrative ; Bureau ordre public, sûreté de l'Etat (1976-1981) - Bureau libertés publiques (1982-)

Date(s) extrême(s)

1912-1996

Nom du producteur

- [Bureau de la liberté individuelle \(ministère de l'Intérieur\)](#)

Localisation physique

Pierrefitte

DESCRIPTION

Présentation du contenu

INTRODUCTION

Ce fonds d'archives coté **19990307 art. 1-10** a été versé à la mission des Archives nationales auprès du ministère de l'Intérieur le 21 avril 1997, par la direction des libertés publiques et des affaires juridiques, sous-direction des libertés publiques et de la police administrative, bureau des libertés publiques.

La sous-direction concernée est chargée de l'élaboration et de l'application des textes relatifs aux forces de sécurité et aux libertés publiques. Elle assure la protection des individus par la garantie des droits individuels et la dignité de la personne. En liaison avec le ministère de la justice, elle définit le régime applicable aux différentes atteintes à l'ordre public et prépare les textes de législation pénale. Elle est, par ailleurs, le correspondant de la Commission Nationale de l'Informatique et de libertés (CNIL) pour l'ensemble du ministère de l'Intérieur.

Ce fonds porte sur la période 1969-1994. Il concerne principalement le régime applicable aux nomades et gens du voyage, généralement en fonction de la loi du 3 janvier 1969. Il a également trait à la réglementation du commerce ambulante et au statut des forains ainsi qu'aux expulsions locatives.

Seuls les doubles ont été détruits.

SOMMAIRE

Gens du voyage et nomades

Généralités

19990307 art. 1

Textes réglementaires

. textes de base

. principes juridiques

. réforme du statut des personnes

Rapports

Stationnement des gens du voyage

19990307 art. 2

Textes réglementaires

Statistiques

Affaires locales

Commerce ambulant et forains

Textes réglementaires

19990307 art. 3

Réglementation des activités non-sédentaires

Genèse de la circulaire du 17 juillet 1984

Genèse du décret du 8 juillet 1985

Fiscalité des non-sédentaires

. textes de base

. imposition

Textes réglementaires concernant les professions commerciales

19990307 art. 4

Dossier de principe

Commerce non-sédentaire

Dossiers thématiques

. cartes de commerçants non-sédentaires

. industriels forains

. formes statutaires des sociétés coopératives agricoles

. négociants voyageurs

. communes de rattachement des personnes sans domicile ni résidence fixe

Statistiques

19990307 art. 5

Affaires particulières

. affaire Matteuci

. affaire Tourez

. affaire Auclair

Commerce ambulant des étrangers

19990307 art. 5 (suite)

Généralités

Textes concernant les Marocains, Tunisiens et Algériens

Activité des cirques étrangers

Camping-caravaning

19990307 art. 5 (suite)

Généralités

. textes de base

. création et fonctionnement de la commission nationale du camping caravaning

19990307 art. 6

Caravaniers-travailleurs

Camping sur le littoral

. généralités

. affaires locales

Sécurité dans les campings

Foires et salons

19990307 art. 6 (suite)

Comité consultatif des foires et salons

19990307 art. 7

Foires et salons dans Paris et la région Parisienne

Expulsions locatives

Généralités

19990307 art. 7 (suite)

Textes de base

Rapports

. rapport du groupe de travail interministériel de 1990 sur les expulsions locatives

. rapports de l'Inspection Générale de l'Administration (IGA)

19990307 art. 8

Statistiques

Expulsions des occupants des foyers de travailleurs immigrés

. société nationale de logement pour les travailleurs originaires d'Algérie) (SONACOTRA)

. centres d'hébergement des travailleurs africains

Dossiers individuels d'expulsions locatives : années 1985, 1987, 1989, 1991

19990307 art. 8 (suite)

1991

19990307 art. 9

1989

1987

19990307 art. 10

1985

Sommaire Art 1-2 : Gens du voyage et nomades : Généralités, textes de base, rapports ; stationnement, 1969-1996 Art 3-5 : Commerce ambulants et forains : Textes de base, circulaire du 17 juillet 1984 et décret du 8 juillet 1985, statistiques, affaires particulières, commerce ambulants des étrangers, 1912-1985 Art 5 (suite)-7 : Camping-caravaning, foires et salons, 1942-1994 Art 7 (suite)-10 := Expulsions locatives : Généralités, textes de base, rapports, dossiers de recours (classement chronologique), 1957-1993

Répertoire (19990307/1-19990307/10)

19990307/1-19990307/2

GENS DU VOYAGE ET NOMADES

19990307/1

Généralités

Textes réglementaires

Textes de bases :

- textes, notes de principe : suite du rapport Delamon concernant le droit électoral des gens du voyage

14 août 1990-26 novembre 1991

- décret n° 95-37 du 5 janvier 1995 relatif à l'application temporaire de l'habitation de locaux affectés à un autre usage ; décret n° 94-1081 du 15 décembre 1994 relatif à la création de la commission nationale consultative des gens du voyage ; décret n° 94-876 du 12 octobre 1994 relatif à la carte nationale d'identité ; loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement ; circulaire du 16 mars 1992 relative au schéma départemental ; loi n° 92-722 article 8 du 29 juillet 1992 relative au revenu minimum d'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle ; décret n° 92-262 du 24 mars 1992 relative à la création de la commission nationale consultative des gens du voyage ; circulaire n° 92-00434 C du 16 mars 1992 relative au schéma départemental ; circulaire n° 86-370 du 16 décembre 1986 relative au stationnement des caravanes des gens du voyage ; circulaire n° 86-131 du 18 mars 1986 relative aux conditions de stationnement des nomades ; notes relatives au stationnement des nomades

3 janvier 1969-21 janvier 1996

- notes, enquête sur l'état d'avancement du schéma départemental d'accueil des gens du voyage ; compte rendu de réunion

9 septembre 1992-février 1994

Principes juridiques

- jurisprudence et annexes de droit pénal 1973-1987 ; notes concernant la réglementation du stationnement des gens du voyage et le commerce ambulancier, note des R.G. sur la nouvelle législation des tziganes ; questions de doctrine au sujet des gens du voyage

14 juin 1971-14 juin 1988

à noter : spécimen de carnet collectif nomade (27 p)

Réforme du statut des personnes :

- notes concernant les cartes d'identité des personnes sans domicile fixe ; circulaire n° 79-267 du 5 juillet 1979 relative au régime de délivrance des passeports

4 avril 1979- 13 février 1984

à noter : 3 spécimens différents de livrets ou carnet de circulation

Rapports

- rapport du ministère de la santé publique et de la population sur les conditions de vie des populations nomades ou d'origine nomade, (Robert Martin 88 p + annexes, 1965)

1965

- rapport de M. Bideberry inspecteur général honoraire des affaires sociales sur la situation des gens du voyage et les mesures proposées pour l'améliorer, (46 p + annexes, 1980); notes, correspondances, comptes-rendus de réunion notamment sur le projet de décret relatif à la création d'une commission interministérielle des gens du voyage (1981)

1980-27 décembre 1983

- documents préparatoires au rapport Delamon, note du 30 mars 1981 relative aux nomades ; circulaire n° 86-370 du 16 décembre 1986 relative au stationnement des caravanes des gens du voyage ; circulaire n° 86-131 du 18 mars 1986 relative au stationnement des nomades, mission du préfet Delamon : recensement des personnes circulant en France sans domicile fixe : rapport Delamon sur la situation des gens du voyage et des mesures proposées pour l'améliorer (103 p 13 juillet 1990) ; notes relatives au groupe interministériel chargé des suites du rapport Delamon, projet de loi sur le droit au logement n° 278 du 3 mai 1990 ; rapport des délégués départementaux de l'Education nationale du Val d'Oise sur la scolarisation des enfants du voyage (9 p + annexes, avril 1990) ; compte-rendu de la conférence de presse de M. Hubert Prévot secrétaire général à l'intégration du 14 janvier 1981 concernant l'insertion des gens du voyage, décret n° 92-262 du 24 mars 1992 sur la création de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

30 mars 1981-2 novembre 1992

- rapport de Michel Lagrave de l'Ecole Nationale d'Administration sur les sans-domicile fixe (74 p juillet 1984) ; rapport de L'UNISAT sur la protection sociale des gens du voyage (128 p + annexe relative aux pratiques, constat, propositions des associations) ; étude sur les itinérants, programme action gouvernementale en faveur des itinérants, bilan de la politique vis à vis des itinérants de 1949 à 1984 ; compte-rendu de réunion ; notes sur la commission nationale consultative de la communauté tzigane de France et sur diverses associations tziganes ; rapport de la ville d'Angoulême sur la politique appliquée aux gens du voyage (Jean-François Tore juin 1988)

juillet 1984-juin 1988

- rapport de l'union des tziganes et voyageurs de France au sujet d'une radio tzigane (80 p 1987)

9 septembre 1992-février 1994

19990307/2

Stationnement des gens du voyage

textes réglementaires

Stationnement des nomades et scolarisation des enfants de forains : circulaire n° 78-202 du 16 mai 1978 relative à la situation des nomades circulaire 78-6 du 5 janvier 1978 relative à la

scolarisation des enfants de forains ; proposition de loi n° 276 du 21 décembre 1977 portant amélioration de la condition des nomades et forains ; circulaire n° 72-231 du 20 avril 1972 relative aux activités ambulantes ; circulaire n° 199 du 13 avril 1967 relative au stationnement des nomades ; circulaire n° 546 du 25 octobre 1966 relative à la scolarisation des enfants de forains ; textes réglementaires sur les régimes applicables aux non-sédentaires ; circulaire n° 77-123 du 7 mars 1977 ; circulaire n° 71-319 du 16 juin 1971.

24 mai 1966-25 octobre 1978

Statistiques

Recensement des aires nationales et plans de stationnement pour les nomades (décembre 1988) ; compte rendu de réunion du 4 décembre 1987 relative à l'accueil des nomades ; enquête sur le nombre total de titres de circulation délivrées aux non-sédentaires dans toute la France et réponses des préfetures 1988.

1987-1988

Affaires locales

- correspondance entre des particuliers et les maires concernant les nuisances nocturnes occasionnées par les gens du voyage ; correspondance concernant le stationnement sauvage et massif des gens du voyage ; correspondance des associations tziganes concernant le non-respect de leurs droits par les sédentaires ; rapport de M. Pierre Friand, président de l'association nationale des gens du voyage (nomades et sédentaires) sur la condition des gens du voyage (39 p, 1994).

1990-1994

- implantation progressive des gens du voyage à Nevoy : notes générales relatives à l'implantation d'une communauté tzigane (1989) ; déroulement de la "convention de la Pentecôte" organisée par l'association "vie et lumière" (18 mai 1989) ; implantation du siège social de l'association "vie et lumière"(1990-1991) ; rassemblement organisé par la mission évangélique de l'association "vie et lumière" du 1er au 5 mai 1991

1989-1991

- implantation des gens du voyage en Aquitaine et dans la Haute-Saône elf ; correspondance du Président J. Sannier de l'union socio-éducative tzigane d'Aquitaine relative aux difficultés rencontrés par la communauté gitane ; correspondance des maires et particuliers concernant le stationnement sauvage des gens du voyage ; documents relatifs au rassemblement de l'association "vie et lumière" à Broye-Aubigny-Montseugny du 26 au 29 août 1993

1993-1994

- problèmes spécifiques dus au stationnement des gens du voyage dans la région Ile-de-France : dossier de l'URAVIF (Union Régionale des Associations pour les gens du Voyage et tzigane d'Ile-de-France) sur la situation des tziganes en Ile-de-France(janvier 1990) ; circulaire n° 86-370 du 16 décembre 1996 sur le stationnement des gens du voyage ; notes générales sur le stationnement des gens du voyage ; rapport de l'URAVIF sur les besoins en matière d'habitat et de stationnement des gens voyage en Ile-de-France (80 p mai 1991)

1990-1996

19990307/3-19990307/7

COMMERCE AMBULANT ET FORAINS

19990307/3-19990307/5

Textes réglementaires

19990307/3

Personnes et activités ambulantes

Réglementation des activités non-sédentaires

circulaires de 1970 à 1977 réglementant l'exercice des activités des ambulants dont la circulaire n° 77-123 du 7 mars 1977 relative aux professions non-sédentaires, aux justifications à produire pour les non-sédentaires et à la taxe professionnelle ; comptes rendus de réunions au sujet du commerce non-sédentaire ; textes relatifs à la situation de la carte d'un commerçant non-sédentaire après radiation du registre du commerce (1980) ; textes relatifs au droit de stationnement et de déchargement sur les marchés public (1982) ; projet de décret portant détermination du lieu d'imposition et institution d'un titre relatif à la situation fiscale des commerçants et industriels forains (1982) ; projet de décret fixant les nouveaux plafonds de ressources pour obtenir l'aide prévue en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans (1984) ; règlement type des marchés de France de la fédération nationale des syndicats des commerçants non-sédentaires selon la circulaire n° 77-507 du 30 novembre 1977 relative à l'exercice du commerce ambulants sur les dépendances du domaine public ; note d'information de la chambre du commerce et d'industrie de Paris sur la taxe professionnelle des commerçants non-sédentaires (1978) ; règlement des commerçants de foires et marchés proposé par les syndicats CIDUNATI des commerçants de foires et marchés (1978)

1970-1984

Genèse de la circulaire du 17 juillet 1984

Actualisation de la réglementation relative à l'exercice des activités ambulantes depuis la loi de 1969 n° 69-3 en fonction de la loi n° 84-622 du 17 juillet 1984 en vue de l'avant-projet d'une circulaire concernant les activités non-sédentaires ; textes relatifs au contrôle du commerce ambulants d'après les lois du 16 juillet 1912 et du 25 juillet 1953 portant sur les aménagements fiscaux pour les forains ; circulaire n° 84-158 du 6 juin 1984 relative à une carte permettant l'exercice d'activités non-sédentaires hors du territoire de la commune du domicile ou de la résidence fixe, spécimen de cette carte ; circulaire n° 84-337 du 31 décembre 1984 relative à la réglementation du séjour des étrangers en France

16 juillet 1912-1984

Genèse du décret du 8 juillet 1985

Rapport Bonnemaïson sur l'étude de la proposition n° 36 concernant le transfert de certaines missions de la police nationale vers les collectivités locales (1982) ; projet de circulaire concernant le décret du 8 juillet 1985 relatif aux personnes sans domicile fixe ; circulaire du 1er octobre 1985 relative à l'exercice des activités ambulantes et régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe ; projet de décret du 23 avril 1985 modifiant le décret n° 70-708 du 31 juillet 1970 relatif à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans

domicile ni résidence fixe.

1982-1985

Fiscalité des non-sédentaires

- Textes de bases : projet de décret relatif à l'exercice des activités non-sédentaires pour l'application de la loi des finances 1986 ; rapport du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation concernant l'obligation qu'entraîne l'article 302 octies du code général des impôts pour les personnes qui exercent une activité non-sédentaire de se faire connaître à l'administration fiscale ; modification de l'article 302 octies ; réforme de l'article 1788 du code général des impôts ; champs d'application de l'article 302 octies

1981-1985

- Imposition : circulaire n° 76-44 et notes relatives aux justifications à produire par les commerçants non-sédentaires recevables et à la taxe professionnelle ; notes relatives à l'application des dispositions de l'article R 30-13 du code pénal et aux documents que doivent présenter les artisans désirant vendre les produits de leur fabrication sur le domaine public ; loi n° 53-633 du 25 juillet 1953 portant aménagements fiscaux ; décret n° 53-876 du 22 septembre 1953 relatif aux justifications à produire dans l'exercice non-sédentaire de certaines professions commerciales ou industrielle ; mise à jour du manuel "le gardien de la paix en service général" ; défaut de prorogation de validité de carnet de circulation ; projet de loi n° 273 du 27 avril 1983 relatif aux marchés à termes réglementés de marchandises.

7 août 1953-1983

Textes réglementaires concernant les professions commerciales

Assainissement des professions commerciales : loi n° 47-1635 du 30 août 1947 relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles et ses applications ; assainissement des professions commerciales dans la préfecture de la Corse (1964).

1964-février 1947

à noter : rapport intitulé "les sociétés commerciales" de M. Roger Martin de la direction centrale des renseignements généraux (36 p décembre 1971)

19990307/4

Personnes et activités ambulantes

Dossier de principes

Régime applicable aux ouvriers logés dans des wagons stationnant sur des chantiers ferroviaires en accord avec la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 (1972) ; inscriptions de non-sédentaires sur les listes électorales (1971) ; délivrance de titres de circulation des ramasseurs de chiffons et peaux de lapins dans la Vienne (1972) ; impression et répartition par les préfectures de titres de circulation (1970) ; exécution d'une décision de justice condamnant un forain (1971) ; paiement par les non-sédentaires des cotisations d'assurance vieillesse (1971) ; questions de principe sur les marchands ambulants africains (1983), l'exercice des activités ambulantes par des personnes domiciliées chez leurs parents (1978), la réglementation de la profession de marchands ambulants à la Réunion (1975), le cumul

d'une profession artisanale ou commerciale avec une activité salariale (1977)

1970-1983

Le commerce non-sédentaire

- Revendications de la fédération nationale des syndicats des commerçants non-sédentaires ; compte rendu de réunion ; circulaire n° 78-73 du 8 février 1978 sur le régime des marchés et foires ; circulaire n° 78-207 du 18 mai 1978 sur le mobilier urbain, la publicité mixte, la révision des contrats ; commission nationale du commerce non-sédentaire : notes des syndicats, correspondance générale, compte-rendu de réunion

1978

à noter : rapport de la fédération nationale des syndicats de commerçants non-sédentaires sur les commissions départementales du commerce non-sédentaire, François Mariniak 64 p + annexes (octobre 1981).

- Paracommercialisme et activités ambulantes : projet de circulaire du 15 février 1979, compte rendu de réunion, notes et correspondance générale

1958-1979

Dossiers thématiques

- Cartes de commerçants non-sédentaires : notes générales, circulaires, compte-rendu de réunion de syndicats de commerçant non-sédentaires (CIDUNATI), FNSCNS) ; maquette, préparation et spécimen de la dite carte ; spécimen d'un carnet de circulation d'après la loi du 3 janvier 1969, (60 p) ; brochure de réglementation de l'exercice des professions ambulantes et de la circulation des nomades (29 p 1926)

1926-1977

- Industriels forains : compte rendu de réunion ; loi n° 93 du 10 avril 1968 relative au cirque et spectacles ambulants ; ordonnance n° 57-10048 du 1er février 1957 relative à l'exercice de tout commerce ou profession sur la voie publique

1er février 1957-1981

- Formes statutaires des sociétés coopératives agricoles : questions écrites ; vente ambulante des sociétés commerciales (1962) ; circulaire, notes et textes.

1936-1970

- "Négociants voyageurs" : régime applicable aux activités ambulantes ; projet de réglementation de la profession commerciale de "négociant voyageur" (1967)

1967-1972

- Communes de rattachement des personnes sans domicile ni résidence fixe : notes relatives à l'inscription des commençants non-sédentaires au registre du commerce, application de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à la radiation de la commune de rattachement et de la justification de domicile, notes relatives à l'immatriculation des véhicules automobiles

1977-1984

Statistiques

Statistiques concernant :

- les titres délivrés par les préfetures en vertu de la loi du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe (1984)
- les titres de circulation et de cartes de commerçants non-sédentaires (1984)
- l'exercice des activités ambulantes et le régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe (1980)
- les cartes permettant l'exercice d'activités non-sédentaires et les titres de circulation (1988)

1980-1988

19990307/5

Affaires particulières

- Affaire Matteuci : exclusion des époux Matteuci des marchés de Nancy par arrêté du 16 avril 1976 : notes générales, arrêtés de police et régime juridique, correspondance entre le préfet de Meurthe et Moselle et le maire de Nancy

1976

- Dossier Tourez (secrétaire général du groupement autonome des commerçants non-sédentaires) : requête de M. Tourez contre la suppression d'emplacements à Paris et intervention de M. Rouquette Roger, député de Paris, autorisations sollicitées par les forains

1981-1985

- Affaire Auclair : interdiction de la vente ambulante de glaces et crèmes glacées : arrêté du 26 juin 1981, rapport relatif aux conditions d'hygiène des marchandises de M. Daniel Auclair (1951-1981) ; arrêtés du 8 avril 1970 et des 9 et 18 juillet 1979 définissant les heures autorisées à l'activité commerciale non-sédentaire en ville et sur les plages de Saint Tropez, Ramatuelle, Pampelonne et Nice ; circulaire n° 77-507 du 30 novembre 1977 relative au régime juridique et fiscal de l'exercice du commerçant ambulant, ensemble de témoignages sur les relations de colporteurs avec les plagistes sur les plages de la côte d'Azur ; plaintes de M. Daniel Auclair au procureur de la République contre des concurrents ; correspondance et notes générales ; coupures de presse

1981-1985

19990307/5

Commerce ambulant des étrangers

Généralités

- régime applicable aux ambulants étrangers : textes ; ambulants sénégalais : notes relatives à la situation des ressortissants sénégalais commerçants ambulants, convention d'établissement entre les gouvernements français et sénégalais pour régler la situation des ressortissants sénégalais pratiquant le commerce ambulant ; contrôle du commerce de

revendeurs d'objets mobiliers : circulaire n° 29 du 4 février 1954 relative à la réglementation de la profession de brocanteur, application de la loi du 15 février 1998, notes

12 novembre 1938-1981

- commerce d'objets exotiques : exercice par des ressortissants étrangers de l'activité de marchand ambulant : répression des ventes irrégulières sur la voie publique, coupures de presse, ressortissants sénégalais, compte-rendu de réunion, travail "au noir" des colporteurs africains ; dossier de la mission de liaison interministérielle pour la lutte contre le trafic de main-d'œuvre concernant les commerçants ambulants africains dans le Var ; rapport de police et de préfet (Bouches du Rhône, Gironde, Bas-Rhin), note relative à la répression des pratiques irrégulières et de la concurrence déloyale (15 p, 1979)

1977-1982

Marocains, Tunisiens, Algériens

- Textes de base : ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962 relative à certaines dispositions concernant la nationalité française, application de la loi n° 62-421 du 13 avril 1962 ; décret n° 62-1475 du 27 novembre 1962 relatif à la procédure de reconnaissance de la nationalité française prévue par l'article 2 de l'ordonnance du 21 juillet 1962 ; circulaires, études

1961-1973

à noter : "carnet de visas pour étranger soumis à l'assignation de résidence selon l'article 11 du décret loi du 2 mai 1938" (20 p)

Activité des cirques étrangers

- Difficultés rencontrées par les directeurs de cirque pour installer leurs chapiteaux dans certaines communes ; circulaires relatives aux mesures de sécurité dans les établissements forains

1952-1973

19990307/5-19990307/6

Camping-caravanig

19990307/5

Généralités

Textes de base :

- textes réglementaires sur le camping : circulaire n° 79-293 du 23 juillet 1979 ; circulaire du 18 octobre 1968 n° 68-469 ; application du décret du 7 février 1959 ; décret n° 59-275 du 7 février, projet d'ordonnance de 1958, projets de loi de 1951, 1955 et 1956 ; circulaire provisoire du 20 juin 1950 ; projet de décret de 1943, projet d'arrêté interministériel de 1942 ; textes relatifs à l'habitation et à divers modes d'utilisation du sol : décret n° 62-461 du 13 avril 1962 ; arrêté du 25 avril 1963

- aménagement de terrains de camping municipaux ou privés et implantation "d'habitations légères" : projet de décret du 19 juin 1980 ; circulaire n° 40 du 7 février 1957 ; circulaire n° 865-ESP/2 du 22 mars 1956

- redevances perçues sur les terrains de camping : circulaire n° 828 du 27 juillet 1960, circulaire n° 674 du 21 mai 1954

- contrôle d'identité sur les terrains de camping : question écrite n° 24273 de Madame M. T. Goutman du 3 octobre 1977, circulaire n° 89 du 5 mars 1951 ; bienveillance des pouvoirs

publics (en particuliers des maires) à l'égard du camping : circulaire n° 217 du 17 avril 1963, circulaire n° 1522 du 19 septembre 1946 ; normes d'équipement de fonctionnement et d'hygiène correspondant à chaque catégorie des terrains de camping aménagés : arrêté interministériel du 30 mai 1960, instruction du 9 mai 1949

1942-19 juin 1980

Création et fonctionnement de la commission nationale du camping-caravaning :

- arrêté du 18 mars 1960 portant création de la commission nationale et des commissions départementales du camping, projet d'arrêté interministériel du 20 juin 1950 créant des commissions consultatives de camping ; stationnement des caravanes : projet de décret de 1971, requête de particuliers contre le stationnement gênant de caravanes, question écrite n° 38-331 de M. Flonoy ; le caravaning à Fos-sur-Mer : notes relatives au stationnement des travailleurs caravaniers, courrier de la fédération française du camping et du caravaning

20 juin 1950-1982

19990307/6

Caravanes et camping

Caravaniers-travailleurs

- réglementation du stationnement des caravanes : extrait du code de l'urbanisme (1974), arrêté n° 5584 du 13 août 1974, arrêté du maire de Brunemont du 10 novembre 1975 ; correspondance entre J.L. Roth, directeur de la revue caravaning et ses lecteurs affaires particulières, coupures de presse, accueil des caravaniers travailleurs ; réunion interministérielle du 7 mars 1975 et suites, correspondance

1969-1976

à noter : plan du camping de la FFCC (Fédération Française de Camping Caravaning) (1976)

- études de l'Association Camping-travail (A.C.T.) sur la réglementation du stationnement des caravanes de travailleurs de grands chantiers sur les terrains communaux : question écrite n° 19-206 du 28 avril 1966 de M. Privat, intervention de l'A.C.T., notes et correspondance

22 avril 1966-5 mai 1976

à noter spécimen d'un panneau de l'A.C.T. (4 décembre 1996)

- dossier de l'A.C.T. sur la situation des caravaniers-travailleurs à Fos-sur-Mer : réclamation de M. Claude Marion (président de l'A.C.T.) contre l'expulsion des caravanes, requêtes d'obtention de terrains aux normes, problèmes entre le maire et les caravaniers dus à l'accueil des caravanes, arrêté du 7 mai 1973, scolarisation des enfants de caravaniers, correspondance, coupures de presse

1965-1976

Camping sur le littoral

- Généralités : réglementation du stationnement des caravanes : question écrite n° 72-426 du 29 juillet 1985, arrêté du 24 avril 1984 ; conditions d'hygiène et respect

du littoral : décret n° 59-768 du 26 juin 1959 concernant la Provence-Côte-d'Azur, question écrite n° 61-766 du 7 janvier 1985, normes pour le choix, la disposition et l'équipement du terrain ; réglementation du camping sauvage : arrêté du 11 juillet 1979, circulaire n° 79-293 du 23 juillet 1979, correspondance avec la F.N.H.P.A. (Fédération Nationale de l'Hôtellerie de Plein Air)

26 juin 1959-29 juillet 1985

- Affaires locales : terrains de camping à Mandelieula Napoule : conditions d'hygiène, tableaux de prélèvement relatifs à la salubrité des lieux ; camping "sauvage" sur le littoral du Languedoc Roussillon : compte-rendu du comité interministériel concernant les problèmes d'action régionale et de l'aménagement du territoire ; réglementation et développement du camping sauvage dans les Alpes-Maritimes

1948-1974

Sécurité dans les campings

Sécurité au regard des risques naturels : compte rendu du 10 octobre 1988 ; contrôle d'identité dans les campings : circulaire n° 80-160 du 21 avril 1980 relative à la suppression de formalités de police pour les ressortissants français, circulaire n° 76-328 du 24 juillet 1976 relative à la fiche individuelle de police pour voyageurs étrangers

1976-1989

19990307/6-19990307/7

Foires et salons

19990307/6

Comité consultatif des foires et salons

Comité consultatif des foires et salons : comptes rendu de réunion de 1974 à 1994, calendrier des foires et salons agréés et autorisés (61p 1977, 86p 1984, 84p 1985) ; Office de Justification des statistiques (OJS) relatives aux foires et salons 1977 et 1984, correspondance et notes relatives à la représentation des ministères au comité, à la composition du comité et du renouvellement des mandats, aux autorisations de ces manifestations commerciales et mise en garde des municipalités contre les propositions d'un organisateur de foire suspect ; foire de Chignat : arrêté d'autorisation du 8 mai 1974, arrêté d'interdiction du 19 août 1975

1969-1994

19990307/7

Foires et salons à Paris et dans la région parisienne

Réglementation applicable aux fêtes foraines dans le ressort de la préfecture de Police : ordonnance du 1er mai 1950 et du 22 janvier 1958, livret d'admission dans les fêtes foraines de Paris, correspondance du Syndicat National des Industriels Forains (SNIF) relatif à la suppression de ce livret ; attribution des emplacements des fêtes foraines à Paris : question écrite n° 20-553 du 11 juin 1975, plaintes de M. Tourez (président du Groupement Autonome des Commerçants Non-Sédentaires) ; prolongation des fêtes foraines à l'occasion des fêtes de Noël et du jour de l'an de 1980-1981 ; activités des forains belges en France

1950-1983

à noter : carnet illustré "vers le code de l'industriel forain", (10 p)

19990307/7-19990307/10
EXPULSIONS LOCATIVES

19990307/7-19990307/8
Généralités

19990307/7

Textes et rapports

Textes de base

- procédure civile d'exécution : avant-projet de décret de 1992 portant application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991, projet de loi de 1991, projet de loi n°888 de 1989, comptes-rendus de réunions interministérielles de 1989, correspondance avec Emmaüs France, notes
- rapports entre bailleurs et locataires : circulaire n° 82-82 du 7 juin 1985, proposition de loi n° 3263 de 1985 relatif à la mise en œuvre de l'article 26 de la loi n° 85-526 du 22 juin 1982, coupures de presse
- expulsions et saisies : questions écrites n° 28-221 du 13 juillet 1987, n° 30-992 et n° 30-991 du 25 avril 1985, n° 14-001 du 10 mai 1982, n° 15-905 du 14 juin 1982
- expulsions locatives : fiches budgétaires, circulaire n° 81-52 du 22 juillet 1981, projet de circulaire interministérielle, projet de circulaire 1993-1994
- octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives : note relative à l'ouverture des portes par les huissiers, circulaire n° 83-210 du 9 septembre 1983 relative aux décisions de justice concernant des conflits individuels ou collectifs de travail, circulaire n° 80-336 du 17 novembre 1980 relative à la déconcentration et à la réparation des dommages causés par le refus de prêter le concours de la force publique, question écrite n° 8553 du 12 novembre 1987 relative à la présence du maire lors d'une saisie, fiches budgétaires, statistiques de 1986
- dispositifs d'aide aux familles pour faire face à leurs dépenses de logement et aux procédures d'expulsions locatives : circulaire n° 8270 du 20 juillet 1982, circulaire n° 78-50, rapport sur l'amélioration de la vie quotidienne des "sans domicile fixe", loi n° 90-449 du 31 mai 1990 portant sur la mise en œuvre du droit au logement, circulaire n° 94-68 du 26 août 1994 relative aux expulsions de locaux d'habitation
- occupation d'entreprise ou d'usine : circulaire n° 73-459 du 4 octobre 1973, circulaire n° 72-2 du 5 janvier 1972
- fonctionnement de la justice en matière d'expulsions locatives : questions écrites n° 10555 et n° 10643 du 8 mars 1982, projet de circulaire relative aux exécutions des décisions de justice
- projet de loi portant réforme des procédures d'exécution en matière mobilière ; circulaire n° 83-17 du 1er avril 1983 relative aux commissions départementales des rapports locatifs.

1972-1994

Rapports

- Rapport du groupe de travail interministériel de 1990 sur les expulsions locatives : programme d'action pour le logement des plus défavorisés, circulaire n° 90-25 du 30 mars 1990, charte d'utilisation du "1% logement" en faveur des populations

démunies ; groupe de travail sur les expulsions locatives : rapport final de 1987.

1987-1990

- Rapports de l'Inspection Générale de l'Administration : incidence financière des refus de concours de la force publique en matière d'expulsions locatives (133p.1993), situations des expulsions locatives dans les départements de Seine-Saint-Denis (15p. janvier 1993), du Val-de-Marne (17 p. février 1993), des Hauts-de-Seine (19 p. décembre 1992), de Seine-et-Marne (14p. février 1993), des Yvelines (février 1993), de l'Essonne (février 1993), problèmes évoqués à la préfecture de police de Paris (14p. décembre 1992)

1992-1993

19990307/8

Statistiques et foyers de travailleurs immigrés

Statistiques

Octroi du concours de la force publique pour l'exécution des décisions judiciaires ordonnant les expulsions locatives en 1986, 1988, 1989, 1991 ; principaux départements consommateurs de crédits pour l'expulsion d'un local d'habitation ; expulsions de locaux d'habitation en 1992 ; refus du concours de la force publique en 1988 ; recours et montant des indemnités allouées en 1987.

1986-1991

Expulsions des occupants des foyers de travailleurs immigrés

- SONACOTRAL (Société Nationale de logement pour les Travailleurs originaires d'Algérie) et ses foyers en France : statuts approuvés par l'assemblée générale constitutive du 31 janvier 1957 (11p.) et révisés le 9 juillet 1970 ; fermeture des foyers de Saint-Denis, Hayange Morspich et Marseille : expulsions des résidents, coupures de presse ; grèves de loyer ; activités du comité de coordination des foyers ; sécurité dans les foyers : agression contre le directeur d'un foyer-hôtel ; concours de la force publique pour les expulsions locatives.

- Centres d'hébergement des travailleurs africains : expulsions des occupants, concours de la force publique, compte-rendu d'une réunion sur les problèmes posés par l'immigration africaine, difficultés dans le fonctionnement des foyers africains.

1957-1982

19990307/8-19990307/10

Dossiers individuels d'expulsions locatives : sélection arbitraire des années 1985, 1987, 1989, 1991
Correspondance de l'administration centrale avec l'expulsé, le demandeur et la préfecture concernée ; ordonnance.

1985-1991

19990307/8

1991

19990307/9

1989

1987

19990307/10

1985